

# Echos

de peuples solidaires

OCTOBRE - NOVEMBRE - DECEMBRE 2023

## #183

**90 jours de  
mobilisation**

France, Bangladesh,  
Pakistan, Cameroun,  
nos actualités

page 2

**Dossier**

Les droits humains  
dans une perspective  
de genre

pages 3 et 4

**À vous d'agir**

Pétition européenne,  
enquête participative,  
groupes de travail  
de notre fédération

page 5

Membres de l'association féministe MACUA, qui défend les communautés affectées par les activités minières en Afrique du Sud @ Lihumeio Toyana / ActionAid - 2022



# Les droits humains dans une perspective de genre

ActionAid France - Peuples Solidaires • Siège social : Mundo M, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil  
Relation avec nos membres : 10 quai de Richemont, 35000 Rennes - 02 99 30 60 53 - [ecrire@actionaid.org](mailto:ecrire@actionaid.org)

[@Pso\\_ActionAid](#) • [ActionAidFrance](#) • [actionaid\\_fr](#) • [@actionaidfrance](#) • [www.actionaid.fr](http://www.actionaid.fr)

**actionaid**  
pour des peuples solidaires

# 90 jours de mobilisation



**L'**initiative citoyenne européenne pour des salaires décent dans l'industrie de la mode devait recueillir au moins 1 million de signatures, dans au moins 7 pays, pour engager la Commission européenne à se pencher sur le problème.

**MERCI** à celles et ceux d'entre vous qui ont permis à cette initiative de recueillir plus de 30 000 signatures en France (contre un peu plus de 4 000 au printemps). Malheureusement, elle n'a recueilli que 216 000 soutiens en tout, mais notre coalition d'ONG n'a pas dit son dernier mot !



**P**our commémorer les 10 ans de l'effondrement du Rana Plaza et saluer les ouvrières qui produisent nos vêtements, nous avons demandé à l'illustrateur Silver de concevoir une banderole, que nous déployons à chacune de nos interventions sur ce thème (ciné-débat, conférence, manifestation...).

À la demande de nos groupes locaux, cette banderole se décline aussi sous forme d'affiches, en format A3 (soit 42 cm de hauteur) ou A2 (soit 59,4 cm de hauteur). Un certain nombre d'exemplaires sont à la disposition du grand public, gratuitement et sur simple demande !

**Pour commander une affiche,** contactez-nous au 02 99 30 60 53 ou à [srd@actionaid.org](mailto:srd@actionaid.org)

Illustration réalisée par le Collectif Éthique sur l'Étiquette



**L**e 24 avril 2013 à Dacca, la capitale du Bangladesh, l'immeuble du Rana Plaza s'est effondré. La chute de ce bâtiment de 8 étages, qui abritait 5 ateliers de confection, a tué 1 138 personnes et en a blessé plus de 2 000. La plupart d'entre elles fabriquaient des vêtements Benetton, Primark ou... Auchan. En 2019, la moitié des survivantes et survivants contacté-e-s par ActionAid Bangladesh étaient toujours sans emploi, en raison de séquelles physiques ou psychologiques.

Le 12 avril 2023, un nouvel accident meurtrier s'est produit chez un fournisseur d'Auchan au Pakistan. L'incendie de l'usine *Usman & sons*, à Karachi, a fait 4 morts et 13 blessé-e-s. À ce jour, 198 entreprises ont signé l'Accord de 2021 pour la santé et la sécurité dans les usines textiles du Bangladesh, et 73 ont signé l'Accord équivalent de 2022 au Pakistan... mais toujours pas Auchan.

**Combien faudra-t-il encore de vies brisées pour que les supermarchés Auchan acceptent de participer à la sécurisation des usines ?** Alors qu'une prolongation des deux accords est en cours de négociation, interpellons le directeur des achats du groupe !

**Pour recevoir gratuitement un ou plusieurs exemplaires de ce nouvel Appel Urgent,** contactez-nous au 02 99 30 60 53 ou à [srd@actionaid.org](mailto:srd@actionaid.org)

## Enquête sur les banques qui alimentent la crise climatique



**Les pays les plus pauvres de la planète accueillent un nombre croissant de puits de pétrole et de mines de charbon, mais aussi de monocultures et d'élevages industriels.**

Or ces activités sont responsables d'une grande partie des émissions de gaz à effet de serre ! Elles détruisent les écosystèmes, rendent la population malade et aggravent les effets du changement climatique qui dévastent déjà ces pays. Elles entraînent aussi des conflits pour l'accès à la terre et à l'eau et s'accompagnent régulièrement

d'atteintes aux droits humains.

Notre fédération internationale vient de publier les conclusions d'une vaste enquête, menée dans 134 pays, sur le financement de ces activités. On y apprend que l'agriculture industrielle et l'exploitation des énergies fossiles bénéficient toujours d'investissements massifs, tant de la part des banques que des États.

Ainsi, au cours des sept années qui ont suivi l'adoption de l'Accord de Paris sur le changement climatique, les banques privées ont investi plus de 3 000 milliards d'euros dans l'agro-industrie et les énergies fossiles. En Europe, il s'agit surtout de HSBC, BNP Paribas, la Société Générale (SG) et Barclays.

**Comment, dans ces conditions, espérer un quelconque changement ?**

Faire cesser le financement, par des banques européennes, de multinationales comme Cargill, Total Energies ou Bayer pour des projets polluants dans des pays pauvres, c'est une question de justice climatique.

[actionaid.fr/publications/rapport-ou-va-largent](https://actionaid.fr/publications/rapport-ou-va-largent)

# Pourquoi nous adoptons une perspective de genre\*

Depuis une quinzaine d'années, notre association a choisi d'adopter une perspective de genre sur les atteintes aux droits humains commises ou favorisées par des entreprises. Un choix stratégique dont voici les raisons... et les enjeux !

**E**xploitation au travail, salaires insuffisants pour vivre, accaparements de terres... a priori, les atteintes aux droits humains que nous dénonçons semblent frapper les hommes comme les femmes, de manière indistincte. Mais dans la réalité, ce n'est pas ce que nous constatons !

Certes, un supermarché en quête de draps ou de tee-shirts à bas prix ne paraît guère se préoccuper de qui les produit. De la même manière, une plantation d'hévéas qui cherche à s'étendre tient rarement compte d'autres critères que le prix et la disponibilité des terres alentour.

Mais cette absence de considération pour les personnes concernées par leurs activités entretient les discriminations et les injustices existantes. Bien souvent, elle contribue même à les renforcer, voire à en créer de nouvelles !

Parce qu'on ne peut pas combattre des discriminations en y restant aveugle, nous publions régulièrement des enquêtes et des argumentaires qui mettent en lumière la dimension de genre des violations de droits humains.

## *La « myopie » fait des dégâts*

En Zambie, par exemple, l'installation de nouvelles mines de cuivre en 2006 par le groupe britannique Vedanta a profondément modifié l'environnement et les opportunités économiques des habitant·e·s...

Tandis que certains hommes ont obtenu des indemnités pour la perte de leurs champs, et trouvé un emploi à la mine, la plupart des femmes n'ont tout simplement pas été consultées, parce qu'elles ne possédaient pas officiellement les terres et ne faisaient pas partie des notables.

***L'entreprise a bien organisé quelques réunions d'information et de négociation, mais elle ne s'est pas préoccupée des inégalités existantes.***

Le résultat, constaté et dénoncé par ActionAid Zambie : un appauvrissement des femmes, qui doivent se rendre plus loin pour trouver de l'eau potable, ne peuvent plus vendre les surplus de jardins devenus moins productifs, et dépendent désormais des revenus de leur conjoint ou de leur père.

## *Ce que change une « perspective de genre »*

Nous cherchons à estimer si la situation diffère pour les hommes et pour les femmes, ou les personnes jugées non conformes à des stéréotypes de genre. Et nous réfléchissons, avec les personnes qui subissent des discriminations, aux meilleurs moyens d'y remédier.

***C'est une approche pragmatique, qui consiste, d'abord, à observer attentivement ce qui passe et discuter avec les personnes concernées.***

Les recommandations que nous présentons ensemble ont parfois une dimension de genre très claire, comme lorsque nous nous élevons contre le licenciement des femmes enceintes.

D'autres peuvent paraître plus générales mais sont tout aussi importantes pour réduire les inégalités, comme lorsque nous militons pour le développement des services publics de santé ou de garde d'enfants. Dans un contexte où seules les femmes se voient confier ce travail, des services publics adaptés sont en effet un puissant facteur d'autonomie !

## *Une évolution dans notre manière d'enquêter*

Notre première interpellation de la marque Mattel, sur les conditions de travail dans ses usines chinoises, remonte à 1998. À l'époque, nous dénoncions surtout l'absence de contrats de travail, la rémunération à la pièce et les conditions d'hébergement insalubres des **ouvrières, ultra majoritaires sur les chaînes de production car jugées plus dociles que les hommes.**

Depuis, les conditions de travail se sont un peu améliorées, et les chaînes de production se sont mises à recruter davantage d'hommes, qui représentent désormais 30% de la main-d'œuvre. La nouvelle composition des ateliers rend plus aigu **un problème resté longtemps sous-estimé : celui des violences sexistes et sexuelles.**

Depuis que la grille d'analyse des personnes infiltrées dans les usines aborde explicitement les relations entre hommes et femmes, ces violations de droits, longtemps restées invisibles, sont mises en évidence. **Dans notre enquête de 2020, elles touchaient quatre ouvrières sur dix !**



*C'est une perspective de genre sur la vie des ouvrier-ère-s textiles qui a conduit ActionAid Bangladesh à créer ses « Cafés des travailleuses ».*

*Ouverts à tou-te-s, ils sont fréquentés massivement par des femmes car ils répondent à leur besoin d'un peu d'espace et de temps, dans des journées entièrement consacrées au travail et à leur famille.*

*Nous soutenons financièrement l'animation de ces cafés, qui favorisent l'entraide et permettent aux ouvrières de négocier de meilleures conditions de travail.*



Anjana vit à Dacca, où elle travaille dans une usine de confection © SHM Mushfiqul Alam/ActionAid

## Il y a urgence

L'adoption d'une perspective de genre est un excellent moyen de s'attaquer à des problèmes de fond, peu visibles autrement.

***C'est aussi une approche indispensable pour répondre correctement à une situation d'urgence.***

En effet, les femmes et les filles sont « en première ligne » dans la plupart des situations de crise. Une nouvelle enquête de notre fédération ActionAid, publiée au mois de juin 2023, en témoigne...

Cette enquête porte sur la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie dans 14

pays d'intervention, tels que l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, le Kenya, le Népal, la Zambie...

Elle montre, tout d'abord, que la hausse des prix est nettement plus importante localement que ne le laissent supposer les indices internationaux. Par exemple, dans le district de Bamyân en Afghanistan, le prix du pain a augmenté de 100 %, alors que la hausse n'a été que de 20 % dans l'ensemble du pays.

***Elle montre aussi que la crise frappe d'abord, et plus durement, les femmes et les filles.***

Ainsi, 48 % des personnes interrogées ont mentionné que les mères avaient réduit

leur consommation de nourriture pour que leurs enfants puissent manger, et 31 % ont signalé une réduction de la consommation de nourriture pour les filles. L'enquête fait aussi état d'un endettement plus important pour les femmes, de mariages précoces, de prostitution...

C'est pourquoi notre fédération axe toutes ses interventions humanitaires sur le soutien des actions menées par et pour des femmes, avec le souci de prévenir les violences sexistes et sexuelles et de renforcer le respect des femmes.

[actionaid.fr/publications/donnons-nous-les-moyens-de-lutter-contre-la-faim](https://www.actionaid.fr/publications/donnons-nous-les-moyens-de-lutter-contre-la-faim)

## Notre approche en deux mots

### GENRE

Alors que le « sexe » correspond à des caractéristiques biologiques, le « genre » renvoie aux rôles considérés comme masculins ou féminins dans une société, à un moment de son histoire. Ces rôles sont souvent rigides et hiérarchisés, ce qui entraîne de nombreuses inégalités. D'une manière générale, nous défendons les droits des femmes et de toutes les personnes victimes de stéréotypes de genre – que leur identité de genre corresponde, ou non, au genre qui leur a été assigné à la naissance.

### INTERSECTIONNALITÉ

Le genre, l'orientation sexuelle, l'âge, l'état de santé, la couleur de peau... les facteurs de discrimination sont nombreux, et leurs effets se cumulent souvent. Une femme sans titre de séjour, par exemple, ou homosexuelle, risque davantage de subir du harcèlement ou des insultes au travail. L'approche intersectionnelle consiste à porter une attention particulière à ces risques de discriminations « croisées ».

## Un levier d'action puissant

Pour notre fédération internationale, le programme POWER – « pouvoir », en anglais – a marqué une étape importante. Pendant 5 ans, de 2016 à 2020, les membres d'ActionAid au Bangladesh, au Ghana, au Rwanda et au Pakistan se sont attaqués à l'inégale répartition des tâches ménagères, avec des résultats impressionnants.

Le projet se déroulait dans des régions rurales. Il a surtout consisté, dans un premier temps, à rendre plus visible, et donc mieux reconnu, le travail domestique non rémunéré des femmes et des filles : recherche d'eau potable, de bois de chauffage, soin des poules, du jardin, cuisine... En invitant des hommes et des femmes à **décrire, jour après jour, leur emploi du temps dans un carnet**, et en animant des « cercles de parole » pour échanger à ce sujet, le projet est parvenu à faire évoluer la perception de ces tâches. Les familles où les hommes se sont davantage impliqués ont vu très rapidement leur situation s'améliorer.

Moins accaparées par le travail domestique, les femmes ont pu s'investir dans des activités rémunératrices et/ou se former à des techniques d'agro-écologie, dont beaucoup sont en retour un gain de temps. Elles ont aussi pu davantage participer aux « cercles de femmes » initiés par nos collègues, et à d'autres espaces de décision, en y prenant la parole avec davantage de légitimité...

Les enseignements et pistes d'action tirées de cette expérience sont disponibles en ligne (en anglais) :

[powerproject.actionaid.org](https://www.powerproject.actionaid.org)

Dans une vidéo de sensibilisation, ActionAid Bangladesh montre qu'une meilleure répartition du travail domestique apporte beaucoup à toute la famille...





## Pétition européenne pour un devoir de vigilance

L'Union européenne est sur le point de finaliser une directive qui obligerait les entreprises à prévenir les abus dans leurs chaînes de valeur mondiales et faciliterait les poursuites judiciaires lorsqu'elles ne le font pas.

### Toutefois, de nombreux gouvernements européens font obstacle au projet !

Pour faire primer le respect des droits humains sur les profits, ActionAid France fait partie d'une coalition d'ONG qui interpelle depuis des mois les institutions européennes, déconstruit les arguments des multinationales, etc. Alors que les négociations entrent dans leur dernière phase, et deviennent plus opaques, la mobilisation citoyenne est cruciale.

Notre coalition vient de lancer une pétition qui s'adresse, en France, à deux membres du cabinet de Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, pour **contre-balancer l'intense lobbying des entreprises, et notamment des banques, contre l'obligation de veiller au respect des droits humains.**

[justice-business.org/fr](https://justice-business.org/fr)



## Enquête participative sur les bananes d'Équateur

S'il vous arrive d'acheter des bananes et de regarder les étiquettes dans les magasins, vous pouvez nous aider !

Pour faciliter les négociations du syndicat ASTAC avec les grandes plantations de bananes d'Équateur, nous recueillons un maximum d'informations sur les prix pratiqués en France, et sur les entreprises qui fournissent nos magasins.

**Trois informations nous intéressent à propos des bananes d'Équateur :** leur prix au kilo, si elles sont bio ou portent un label quelconque, et qui les a produites ou exportées. Ces informations figurent sur l'étiquette en rayon, sur les bananes elles-mêmes, voire sur le carton dans lequel les bananes ont été livrées...

Vous pouvez prendre une photo ou recopier ces informations. Nous vous demandons seulement de vous assurer que les bananes viennent d'Équateur, et de nous indiquer où vous avez enquêté, pour que nous puissions vérifier que toutes les informations ne viennent pas du même magasin !

**Votre contact :** Maelys Orellana  
[maelys.orellana@actionaid.org](mailto:maelys.orellana@actionaid.org)



## Et si vous preniez part à nos décisions ?

Pas besoin d'avoir adhéré à ActionAid France pour participer à l'un de nos groupes de travail ! Nous espérons la participation de personnes de tous horizons, pour refléter toute la diversité de notre fédération.

### En ce moment, deux groupes vous invitent à les rejoindre, pour :

- revoir notre stratégie : ce document rappelle nos valeurs et définit nos priorités. Alors que l'évaluation de la stratégie de 2018 à 2023 se termine, nous vous invitons à participer à la conception de celle qui nous conduira de 2024 à 2028 ;
- préparer de nouvelles actions en faveur de la justice climatique : il n'est pas juste que les pays les plus pauvres de la planète, qui sont également les moins responsables de la crise climatique, en paient le prix le plus lourd ! Le groupe de travail, déjà constitué, souhaite s'élargir pour imaginer de nouvelles actions au niveau local.

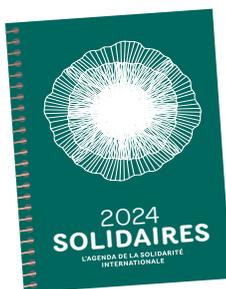
**Contactez-nous** au 02 99 30 60 53 ou à [srd@actionaid.org](mailto:srd@actionaid.org)



## Bonne nouvelle contre l'impunité de Bolloré

Le 29 septembre, la justice française a condamné une holding belgo-luxembourgeoise, la Société financière du caoutchouc (Socfin), à payer une amende pour ne pas avoir transmis des documents permettant d'établir ses liens avec l'entreprise Bolloré SE, soumise à la loi française sur le devoir de vigilance sur les atteintes à l'environnement et aux droits humains.

**La plainte avait été déposée par 145 Camerounaises et Camerounais** affecté-e-s par les activités d'une filiale de la Socfin : la Société Camerounaise de Palmeraies.



## À vos agendas !

Le nouvel *Agenda de la solidarité internationale* est disponible.

Dans les 200 pages de cet agenda de poche (11 cm de

largeur pour 16 cm de hauteur), une thématique différente est présentée chaque mois sous l'angle de la solidarité internationale : accès à l'eau, travail des femmes, droit de manifester, justice climatique... avec des jeux pour tester vos connaissances !

Vous trouverez aussi des définitions, des citations, des contacts et les grands rendez-vous solidaires de l'année 2024.

L'agenda est disponible au tarif unique de 10 € (+ 5 € de frais de port pour un exemplaire, ou 6,50 € pour 2 exemplaires). Il est édité par le réseau Ritimo, en partenariat avec un collectif d'associations dont fait partie ActionAid France.

**La totalité du prix de vente revient à notre association**, contribuant ainsi à financer nos actions de solidarité et de défense des droits humains. A noter : l'achat d'un ou plusieurs agendas n'ouvre pas droit à une réduction fiscale mais nous pourrions, si vous le souhaitez, vous délivrer une attestation de paiement.

**Pour vous offrir cet agenda**, contactez-nous au 02 99 30 60 53 ou à [srd@actionaid.org](mailto:srd@actionaid.org)



Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre du projet *De l'invisibilité à l'égalité*. Son contenu relève de la seule responsabilité d'ActionAid France. Il ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'AFD.

# Zoom sur une action de rue à Paris

© Sacha Lenormand / CCFD Terre solidaire



Le 11 septembre dernier, nous avons installé devant les bureaux du Ministère des Finances, à Paris, une statue gonflable représentant la justice poignardée dans le dos, pour demander au gouvernement de cesser de saboter le projet de directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises. Cette action « coup de poing » a permis à notre coalition d'ONG d'obtenir – enfin ! – un rendez-vous pour présenter ses recommandations au ministère.

## Nous soutenir autrement

Reconnue d'utilité publique, ActionAid France peut être désignée comme bénéficiaire d'une assurance-vie.

Notre association étant exonérée de droits de succession, la somme que vous aurez choisi de nous transmettre sera intégralement dédiée à la poursuite de nos missions. C'est une façon concrète de pérenniser votre engagement pour le respect des droits humains, en y consacrant tout ou partie de votre épargne.

Nous sommes à votre disposition pour en parler si vous le souhaitez. Vous pouvez pour cela contacter Pascale Tuauden au 02 99 30 60 53 ou à [srd@actionaid.org](mailto:srd@actionaid.org)

Transmettez l'espoir d'un monde plus juste.  
[actionaid.fr/agir-avec-nous/je-transmets](http://actionaid.fr/agir-avec-nous/je-transmets)

Pour toute question ou commande de documents, contactez Pascale Tuauden au 02 99 30 60 53 ou à [srd@actionaid.org](mailto:srd@actionaid.org)

Échos de Peuples Solidaires, bulletin trimestriel édité par ActionAid France.

Directeur de publication : Luc De Ronne, président - Réalisation : Adeline Parenty, avec la collaboration de : Pascale Tuauden et Mehdi Achour, Floriane Biem, Salma Lamqaddam, Maelys Orellana, Romane Piquet-Ulliel. Crédits des pictogrammes : Daniel DaLoia, Maxim Kulikov et Markus pour Noun Project.



Dépôt légal : 2023 - ISSN : 2118-9218 - CPPAP : 1026 H 91077

Impression : 5 400 exemplaires par l'entreprise coopérative Média Graphic (Rennes)

## Bulletin de soutien n°183

Pour soutenir les actions d'ActionAid France - Peuples Solidaires, je fais un don de :

20 €  30 €  50 €  autre montant : .....

Je veux recevoir vos Appels Urgents par courrier

À découper et retourner à :  
ActionAid France - 10 quai de Richemont - 35 000 Rennes

Prénom : ..... Nom : .....

Adresse postale : .....

Courriel : ..... @ .....

Vos dons sont déductibles à 66% de l'impôt sur le revenu. Vous recevez votre reçu fiscal l'année suivante, avant votre déclaration.